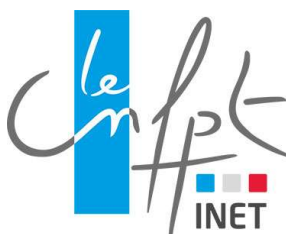




Etude sur la professionnalisation des agents en charge de l'action internationale des collectivités locales

Réalisation :
Yannick Lechevallier

Eté 2023



Avertissement

L'Agence du Monde Commun (anciennement Agence COOP DEC Conseil) a pour vocation d'accompagner les collectivités et leurs partenaires (ONG, associations, établissements publics, ...) dans leur action internationale.

L'Agence du Monde Commun propose une offre de formation et de conseil spécifique destinée à diffuser une « culture de l'action internationale » dans les collectivités locales.

Cette étude a été réalisée en collaboration avec l'Institut National des Etudes Territoriales (INET-CNFPT)

L'Agence du Monde Commun et l'INET souhaitent par ce document, diffuser une information la plus précise possible. Toutefois, elles ne pourraient être tenues pour responsable d'erreurs ou de mauvaises interprétations de ce document.

Table des matières

1	Introduction	3
2	Le champ de l'enquête	3
2.1	Poursuite des enquêtes de 2008 et 2013.....	3
2.2	Périmètre et diffusion	3
3	Base des réponses	4
3.1	Type de collectivités	4
3.2	Le profil	4
3.2.1	Genre et âge	4
3.2.2	L'ancienneté.....	5
3.2.3	Le statut	5
3.2.4	Temps plein ou temps partiel sur l'international.....	6
3.3	Les métiers	7
3.3.1	Possession d'une fiche de poste détaillée	7
3.3.2	Positionnement des agents dans l'organigramme	7
3.3.3	Les activités des agents.....	8
3.3.4	Missions à l'étranger.....	9
3.3.5	Les budgets	9
3.3.6	Autonomie et satisfaction.....	10
3.3.7	Contraintes du poste	11
3.4	Parcours	12
3.4.1	Formation initiale.....	12
3.4.2	Formations complémentaires	12
3.4.3	Langues parlées	13
3.4.4	Expérience à l'étranger	14
3.4.5	Recherche d'agents ayant vécu une expérience internationale.....	14
3.5	Perspectives	15
4	ANNEXES	16
4.1	Questionnaire diffusé.....	16
4.2	Liste des collectivités dont des agents ont participé à cette enquête	20

1 Introduction

Les collectivités locales sont devenues, depuis quelques années, des acteurs des relations internationales, aux côtés des institutions nationales et internationales, des entreprises et des ONG. Toutefois, face aux difficultés notamment budgétaires et enjeux de développement local (crise sanitaire, adaptation au réchauffement climatique, etc.), certaines analyses font part d'un rétrécissement de l'engagement international ou d'une réorientation comme celles de certaines régions vers le développement économique international ou de métropoles sur une coopération plus « mutuellement avantageuse »¹.

Dans le cadre de la préparation de différentes actions de formation, l'INET et l'Agence du Monde Commun ont souhaité lancer une enquête pour étudier l'évolution du métier des chargé.es de l'action internationale en collectivité. L'objectif est de vérifier ou d'infirmer certaines idées préconçues affirmées dans différentes sources sur les activités quotidiennes et les profils des agents, notamment pour affiner l'offre de formation et de conseil auprès des collectivités.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont alloué une partie de leur temps de travail pour répondre à cette étude qui n'aurait pu sinon aboutir.

2 Le champ de l'enquête

2.1 Poursuite des enquêtes de 2008 et 2013

Pour donner suite à deux précédentes études réalisées en 2008 et 2013 sur les métiers nommés « Etude sur la professionnalisation des agents de l'action internationale pour les villes françaises », nous avons repris le même questionnement dans un souci de comparaison.

Au préalable de ces premières études, une enquête avait été menée afin de déterminer quels sont les concepts identifiés dans différentes sources (CNFPT, ARRICOD, dossiers d'experts, rapports d'étudiants...) tels que les profils types ou les activités quotidiennes relatives à ces métiers.

Un questionnaire² a ensuite été rédigé. Il a pour objectif de dresser une photographie des agents des collectivités françaises via leurs parcours professionnels et leurs activités.

Une quarantaine de questions a été élaborée et répartie en six grandes parties :

- fiche d'identité administrative,
- activités principales assumées,
- qualités et aptitudes professionnelles,
- compétences, titres ou diplômes,
- moyens de mise à jour des connaissances,
- informations plus personnelles et contexte administratif.

Selon les personnes interrogées, ce questionnaire dure entre 20 et 45 minutes. Il concerne l'ensemble des agents chargés de l'action internationale, du jumelage ou des relations internationales ou Europe au sein des collectivités françaises.

En 2008, l'enquête concernait uniquement les agents territoriaux de l'Ile-de-France. En 2013, l'enquête réalisée par courriel et contacts téléphoniques avait porté sur 211 personnes.

L'étude a permis non seulement la mise à jour de données quantitatives mais aussi d'identifier les évolutions du secteur des relations internationales dans les collectivités.

2.2 Périmètre et diffusion

Pour 2023, aucune enquête téléphonique n'a été menée. Seul un questionnaire Web a été diffusé par différents canaux :

- Via l'INET, aux listes des personnes ayant participé à des webinaires ou formations « coopération internationale » entre 2020 et 2023,
- Via la e-communauté du CNFPT « Action extérieure et européenne des collectivités territoriales » réunissant plus de 1500 membres,
- Via l'Agence du Monde Commun à un fichier de plus de 800 contacts dans les collectivités locales,
- Via le réseau professionnel LinkedIn³ avec une bonne visibilité⁴.

La période de collectes des réponses s'est déroulée du 30 avril 2023 au 19 juillet 2023

¹ https://franceurbaine.org/sites/franceurbaine.org/files/documents/franceurbaine.org/etude_action_internationale_des_villes_17juin_ok.pdf

² Voir en Annexe

³ https://www.linkedin.com/posts/yannick-lechevallier-23059819_enqu%C3%AAtes-m%C3%A9tiers-aict-2023-activity-7057758447429132288-79HQ?utm_source=share&utm_medium=member_desktop https://www.linkedin.com/posts/yannick-lechevallier-23059819_bilan-juin-activity-7072510558482116609-jP9-?utm_source=share&utm_medium=member_desktop

⁴ Près de 3000 vues, 51 likes et 12 republications pour le premier post

3 Base des réponses

Notre enquête a recueilli 95 réponses.

3.1 Type de collectivités

La répartition des réponses suivant le type de collectivités est la suivante :

Type de collectivité	Nb réponses - 2023	Nb réponses - 2013
Ville	30	84
Interco/métropole	29	11
Département	23	33
Région	10	15
Autre	3	3
Total général	95	208

Certaines réponses viennent d'agents d'un même service ou d'une même collectivité.

Ainsi ces 95 réponses sont issues de 73 collectivités différentes⁵ :

- 24 villes,
- 25 métropoles ou intercommunalités,
- 16 Départements,
- 6 régions
- et 2 autres structures (Parc Naturel Régional et Agence de l'Eau)

Cette répartition montre une montée en puissance des intercommunalités / métropoles par rapport à notre enquête de 2013. Elle traduit une tendance qui est à une mutualisation de l'international dans les agglomérations importantes. Les Départements et Régions qui représentaient 23% de la cohorte de 2013, représentent 35% de celle de 2023.

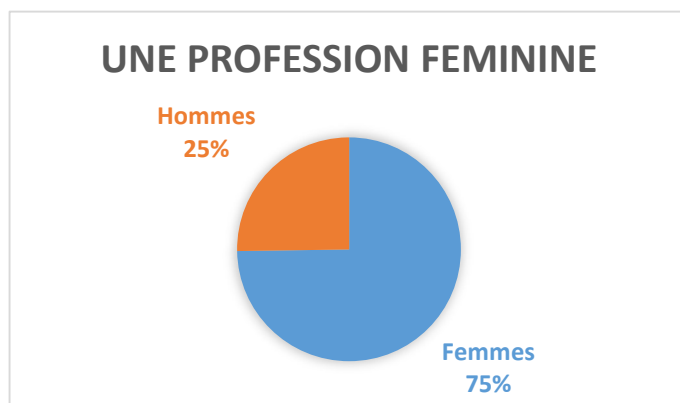
3.2 Le profil

3.2.1 Genre et âge

La fonction publique territoriale est, dans sa globalité fortement féminisée avec 61% de femmes en 2020⁶.

Les réponses au questionnaire ont révélé une part très importante des femmes dans le secteur des relations internationale, dans le cadre des réponses reçues. La proportion reste similaire à celle identifiée en 2013.

Genre	Nombre	2023	2013
F	71	75%	73%
M	24	25%	27%
Total	95		



⁵ voir liste en Annexe

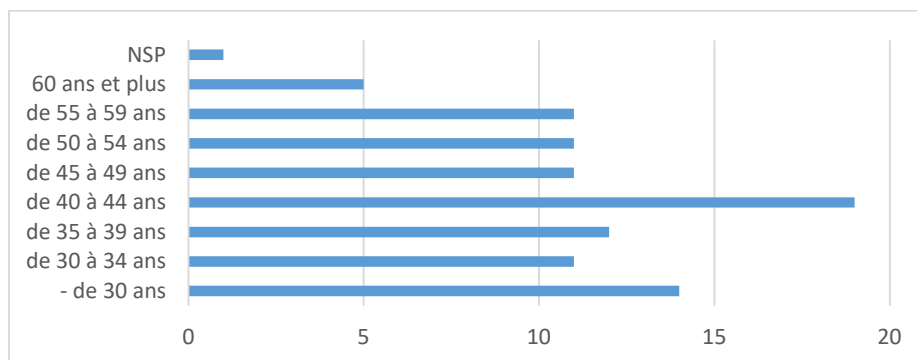
⁶ <https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/Actualite/DGAFP-brochure-chiffres-cles-egapro.pdf>

En termes d'âge, 94 personnes ont répondu à notre question :

- Le panel s'étend de 23 ans à 67 ans.
- La moyenne est 42 ans et la médiane 41,5

Notre cohorte est plus âgée qu'en 2013 (58% avaient moins de 40 ans).

La pyramide des âges est assez équilibrée.



3.2.2 L'ancienneté

En ce qui concerne l'ancienneté dans leur poste (et non dans leur collectivité), la répartition est la suivante :

Ancienneté	Nombre
Moins de 2 ans	14
de 2 ans à 5 ans	35
de 5 ans à 10 ans	20
+ 10 ans	25
NSP	1
Total général	95

Le rapport Homme/Femme est le suivant :

Ancienneté	Moins de 2 ans	de 2 ans à 5 ans	de 5 ans à 10 ans	+ 10 ans	Total général
F	10	26	18	17	71
M	4	9	2	8	23
Total général	14	35	20	25	94
Rapport H/F	0,40	0,35	0,11	0,47	0,32
Rapport F/H	2,50	2,89	9,00	2,13	3,09

3.2.3 Le statut

A la question « 7) Etes-vous fonctionnaire ? », les réponses obtenues sont les suivantes :

Étiquettes de lignes	Nombre
Non - contractuel en CDD	25
Non - contractuel en CDI	7
Oui - Catégorie A	54
Oui - Catégorie B	3
Oui - Catégorie C	5
autre	1
Total général	95

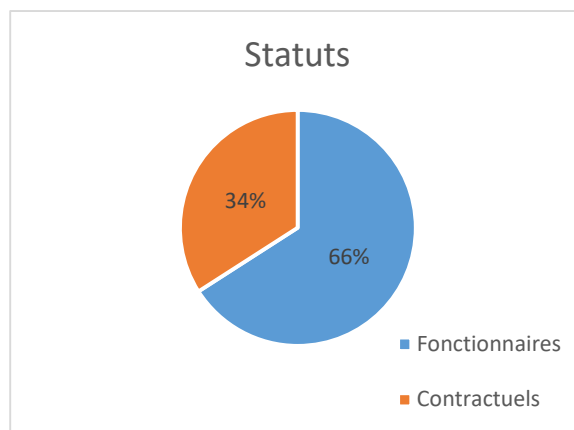
Depuis la loi Sapin du 16 octobre 2002, loi portant sur le statut de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires ont pu bénéficier, sous certaines conditions, du plan de résorption de l'emploi précaire (dispositif « Sapin ») et devenir fonctionnaire. Selon la note de conjoncture numéro 11 d'avril 2007 de l'observatoire du CNFPT⁴, 70 % des agents des moyennes et grandes (MG) collectivités, sont titulaires ou stagiaires (en cours de titularisation).

Les agents des relations internationales reflètent donc cette tendance :

- En 2013, la part des titulaires représentant 68% personnes interrogées.
- En 2023, la part des titulaires est similaire à 66%.

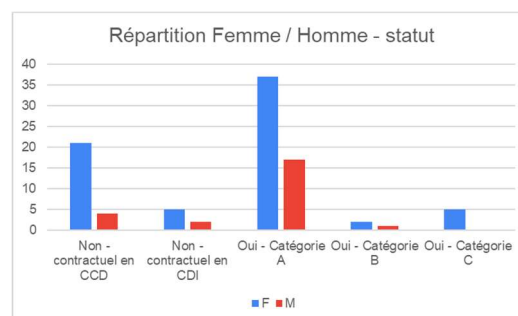
Par rapport à 2013, la proportion de cat A est supérieure en 2023 :

- 85% contre 73%.



Le rapport Femme / Homme est le suivant en fonction des statuts :

7) Êtes-vous fonctionnaire ?	F	M	Total	Rapport F/H
autre	1		1	
Non - contractuel en CCD	21	4	25	5,25
Non - contractuel en CDI	5	2	7	2,50
Oui - Catégorie A	37	17	54	2,18
Oui - Catégorie B	2	1	3	2,00
Oui - Catégorie C	5		5	
Total général	71	24	95	2,96



En regardant suivant les tranches d'âges, on remarquera que les CDD sont toutes des personnes de moins de 45 ans et majoritairement des femmes.

7) Êtes-vous fonctionnaire ?	- de 30 ans	de 30 à 34 ans	de 35 à 39 ans	de 40 à 44 ans	de 45 à 49 ans	de 50 à 54 ans	de 55 à 59 ans	60 ans et plus	(vide)	Total général
autre				1						1
Non - contractuel en CCD	13	7	3	2						25
Non - contractuel en CDI			2	2			1	2		7
Oui - Catégorie A	1	4	6	12	11	11	7	2		54
Oui - Catégorie B				1				1	1	3
Oui - Catégorie C			1	1			3			5
Total général	14	11	12	19	11	11	11	5	1	95

3.2.4 Temps plein ou temps partiel sur l'international

A la question « 8) Votre poste sur l'international est-il à plein temps ? » les réponses sont les suivantes :

Temps	Nombre
Non, activité ponctuelle	6
Non entre 25% et 50%	6
Non entre 50 et 70%	6
Non, entre 90% et 75%	1
Oui	76
Total général	95

Pour les personnes qui ne sont pas à plein temps, les autres fonctions exercées sont variées : communication et marketing, habitat, observatoire du territoire, jeunesse, gestion et finances.

3.3 Les métiers

Dans son Répertoire des métiers territoriaux, le CNFPT propose une fiche métier « Chargé ou chargée des affaires européennes et internationales » : <https://www.cnfpt.fr/evoluer/lemploi-fpt/repertoire-metiers/metier/details/A8-01>
 Nous utilisons ce référentiel pour nos analyses. Cette fiche fera toutefois l'objet d'une actualisation en 2023/2024.

3.3.1 Possession d'une fiche de poste détaillée

A la question – « 9) Avez-vous une fiche de poste détaillée pour votre mission sur l'international ? »

Fiche de poste	Nombre
Non	16
Oui	79
Total général	95

Ainsi 83% des répondants ont une fiche de poste, proportion similaire aux 80% en 2013.

3.3.2 Positionnement des agents dans l'organigramme

6) Votre poste est-il rattaché ?	Nombre
à une DGA en particulier	61
directement au Cabinet	13
directement au DGS	13
Votre service est une DGA	2
NSP	6
Total général	95

La proportion d'agents rattachés au Cabinet est près de 2,5 fois plus importante en 2023 qu'en 2013.

Les termes pour le nom des services ou directions sont aussi intéressants à étudier. Au moins 10 personnes sont dans une « mission ».

Mission	10
Délégation	2
Direction	21
Service	30
Cellule	1

Les termes pour décrire l'international sont divers :

Relations internationales, Relations européenne internationales	23
Coopération internationale	11
coopération décentralisée	9
Europe	7
International	7
coopération transfrontalière ou relation transfrontalière	6
Affaires européennes et internationales	6
Solidarité internationale	4
Jumelage	3
Relation Extérieures	2
Action internationale	2

On notera notamment que le terme de « coopération décentralisée » est encore très utilisé alors que celui de « jumelage » l'est moins (sans doute à mettre en corrélation avec le panel des répondants provenant moins de l'échelon communal que celui des intercommunalités ou autres).

Ces termes, à l'exception du premier « relations internationales », ne sont pas en relation directe avec les nominations des délégations des villes telles que identifiés dans l'étude de l'Agence du Monde Commun en 2021 : « Dénomination et attribution des délégations à l'international dans les nouveaux conseils municipaux élus en 2020 »⁷

La prédominance des expressions et termes comme « relations internationales », « relations transfrontalières » **confirme** selon nous si ce n'est une tendance identifiée dans l'étude de 2012, du moins une distinction dans une vision d'une action qui n'est plus uniquement tournée vers un ailleurs (« actions à l'international » – sur le modèle ONG notamment) mais plus une volonté de placer l'international comme un vecteur du développement local de la collectivité. Le terme de « mission » peut renvoyer à cette vocation. C'est l'une des conclusions de l'étude de France Urbaine⁸ : « *Les élus interrogés dans le cadre de l'enquête ont confirmé ce constat. Ils ont ainsi mis en avant une évolution récente de leur stratégie internationale, induisant une transformation de leurs besoins. La tendance est en effet à la diminution progressive des jumelages, au profit de partenariats équilibrés par la recherche d'intérêts mutuels. De multiples enjeux sont cités par les élus : notamment autour du rayonnement et du développement de leur territoire, sans oublier la nécessité de prendre en compte l'échelle locale tout en prônant l'ouverture au monde comme remède au repli sur soi.* »

Certaines collectivités utilisent des dénominations particulières qui donnent à voir aussi cette volonté d'évolution de la collectivité française par une « action avec l'international » :

- Collectivité européenne d'Alsace : Direction Transfrontalière et **bilinguisme**
- CA Grand Paris Sud : Direction des relations européennes, internationales et **mondialité**
- Conseil Départemental de la Charente-Maritime : Service du **Développement International**
- Montreuil : **Échanges internationaux** et Coopérations décentralisées
- Région Bourgogne-Franche-Comté : Service des affaires européennes et du **rayonnement international**
- Ville de Grenoble : Direction Grenoble **Ville Ouverte**
- Ville d'Evry-Courcouronnes : Pôle **Attractivité**

3.3.3 Les activités des agents

Dans le questionnaire, les agents avaient un choix multiple d'activités (issues de la fiche de poste CNFPT « chargé ou chargée des Relations Internationales »).

Les réponses se répartissent de la manière suivante :

	Activité principale	Activité ponctuelle	Pas concerné (e)	NSPP	Total général
Définition et mise en œuvre de projets stratégiques de relations internationales	74	13	8		
Gestion administrative et budgétaire	50	36	9		95
Définition de l'offre du service (organisation, mission, projet)	47	32	15	1	95
Promotion de la politique internationale de la collectivité	44	41	10		95
Assistance et conseil aux élus]	43	45	7		95
Animation et pilotage des équipes	36	29	29	1	95
Veille et anticipation des évolutions en relations internationales	28	52	14	1	95
Evaluation de la politique internationale de la collectivité	21	56	18		95
Gestion des ressources humaines	18	26	50	1	95

Si la définition et mise en œuvre des projets stratégiques est, de manière évidente, la principale mission, on remarquera, par rapport à l'étude de 2013, une diminution significative de la proportion des agents qui déclarent une « assistance et conseil aux élus » (première mission déclarée en 2013).

⁷ A retrouver sur notre site : <http://www.monde-commun.org/vos-ressources/nos-publications/>

⁸⁸ https://franceurbaine.org/sites/franceurbaine.org/files/documents/franceurbaine.org/etude_action_internationale_des_villes_17juin_ok.pdf

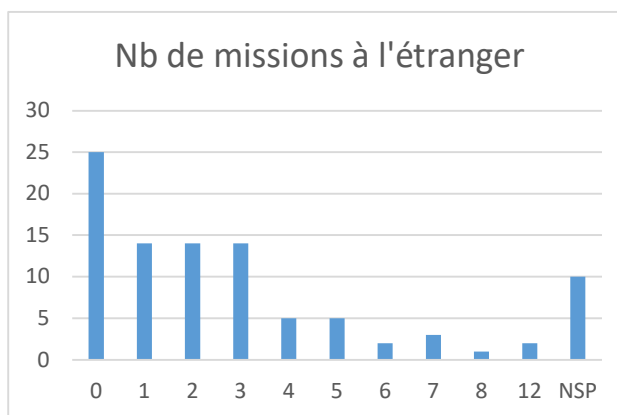
Comme en 2013, il y a une faible part d'agents qui s'occupe de « gestion des ressources humaines ». Mais contrairement à la précédente étude qui liait cela à la faiblesse, en nombre, des services, en 2023, cela vient plus de la cohorte qui regroupe des agents de services plus importants dans les Départements et Régions.

Comme en 2013, la « veille et anticipation des évolutions en relations internationales » et « l'évaluation de la politique internationale » arrivent en queue des activités menées.

3.3.4 Missions à l'étranger

Les déplacements à l'international sont l'un des attraits du métier des Relations internationales en collectivité. C'est d'ailleurs l'un des reproches régulièrement formulés auprès des agents de ces services par leurs collègues : « Toujours en déplacement ! ».

Nombre de Missions	Réponses
0	25
1	14
2	14
3	14
4	5
5	5
6	2
7	3
8	1
12	2
NSP	10
Total	95



Le nombre cumulé de jours passés à l'étranger, déclaré dans ce questionnaire, est de 14, 7 jours (avec un maximum de 50 jours), la médiane étant de 14 jours (sur 253 jours ouvrés en 2022 !).

3.3.5 Les budgets

Deux questions étaient proposées sur la gestion du budget :

- Quel budget gérez-vous ?
- Quel est le budget RI (Relations Internationales) global pour votre collectivité ?

Les réponses sont assez variées car certains ont inclus les fonds européens (« 8 M€ »), pour d'autres, par le truchement des cofinancements, gèrent beaucoup plus que le simple budget RI de la collectivité. Du fait de ces cofinancements, plusieurs réponses ont invoqué une variabilité annuelle pour ne pas répondre.

67 réponses ont été recueillies pour la 1^{ère} réponse. Les répondants étant sur les Relations Internationales ou Europe, les budgets varient de 25 000€ à 10 M€.

En dehors des quelques réponses sur la gestion des fonds européens, la répartition est la suivante :

Budget	Réponses
<50 000 €	8
de 50 000 à 100 000 €	7
de 100 000 € à 250 000 €	24
de 250 000 € à 500 000 €	12
de 500 000 € à 1M €	5
>= 1 M€	9

Ces chargés de mission évoluent dans des services dont les budgets sont plus ou moins importants

Au-delà du budget de la collectivité, certains services répondent à des appels à projets :

Q17) Avez-vous à répondre à des appels à projets européens ? Oui / non. Exemples ?

Financement UE	Réponses
Non	42
Oui	53

Les financements européens principalement cités sont Erasmus+, Interreg et CERV⁹

Q18) Avez-vous à répondre à des appels à projets du MAEE ? Oui / Non. Exemples ?

Réponse AAP Nationaux	Nombre
Non	46
Oui	47
NSPP	2

A noter dans les « non » :

- 7 personnes envisagent une prochaine réponse à ces AAP (« probablement dans l'avenir », « c'est en projection », « c'est une possibilité à envisager », ...).
- 5 personnes évoquent une fin de cette pratique : « plus pour l'instant », « pas pour l'instant avec l'actuelle municipalité », « par le passé », ...

3.3.6 Autonomie et satisfaction

Les chargé.es de relations internationales ont pour les ¾ une grande ou totale autonomie dans leur poste :

19) De quelle autonomie disposez-vous ?	Nombre
Faible	4
Limitée	16
Grande	67
Totale	7
(vide)	1
Total général	94

L'écrasante majorité des personnes est satisfaite de son poste :

Satisfaction	Nombre
Oui	69
Oui et Non	13
Non	8
NSPP	5

La principale satisfaction est liée à l'autonomie du poste (citée à 19 reprises). Ensuite, la diversité des tâches et des rencontres sont les attraits les plus cités. Le portage politique fort et la diplomatie sont cités 8 fois.

Les personnes moyennement satisfaites évoquent l'autonomie et la variété des fonctions comme sources de satisfaction. Mais le faible portage politique et/ou la « lourdeurs des procédures » pèsent sur leur motivation. Ce sont aussi les raisons qui expliquent principalement les réponses du « Non »

⁹ Programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» pour les jumelages

3.3.7 Contraintes du poste

Dans la fiche métier « Chargé ou chargée des affaires européennes et internationales »¹⁰, les conditions d'exercices sont précisées :

- *Travail en bureau ; déplacements fréquents en France et à l'étranger en fonction des programmes, des projets ou des besoins de la collectivité*
- *Pratique d'une ou plusieurs langues étrangères appliquées*
- *Horaires irréguliers, avec une amplitude variable en fonction des obligations de service public*
- *Disponibilité*

Sur la question « 13) A quel type de contraintes été-vous confronté.e ? », les réponses sont les suivantes :

	Non	Oui	Oui mais ce n'est pas une contrainte	NSPP
Cumulez-vous un grand nombre d'heures de travail ?	26	33	35	
Votre rythme de travail est-il irrégulier ?	25	39	31	
Avez-vous des plages creuses ?	64	21	7	3
Une grande disponibilité (travail en soirée / week-end) est-elle nécessaire ?	41	34	19	1
Effectuez-vous des déplacements fréquents à l'étranger ?	46	20	29	

Les réponses confirment les conditions évoquées par la fiche métier sans que ces conditions soient réellement vécues comme des contraintes.

On remarquera qu'alors que la mobilité à l'étranger reste limitée (moyenne de 14 jours / an et 2,3 missions par agent), plus de 50% des agents considèrent faire des déplacements « fréquents » à l'étranger.

Parmi les « autres contraintes » citées par notre panel, nous avons trois grandes familles :

- Les contraintes liées au faible portage politique :
 - o *la lenteur du temps de décision, le manque de communication entre cabinet et la direction, rétention d'informations ...*
 - o *L'ensemble de mes missions ne font pas partis du projet de mandat*
 - o *Le manque de validation politique*
 - o *Le changement de municipalité*
 - o *contraintes budgétaires et de reconnaissance/valorisation de l'action internationale au sein de la collectivité.*
 - o *Isolement au sein de l'institution*
 - o *Une réduction drastique du budget*
- Les contraintes administratives :
 - o *Peu de service support (secrétariat, logistique), mauvaise gestion des absences arrêts maladie (le travail des absents n'est pas revu, mais juste reporté sur les collègues)*
 - o *Procédure administrative interne de validation via formalisation de documents sous multiples formes très lourdes et longues*
 - o *Pas de soutien logistique/ secrétariat suffisant pour décharger les chefs de projet*
 - o *Contraintes liées à une activité atypique dans l'administration*
 - o *Lenteur budgétaire, décisionnelle, administrative*
- Les contraintes linguistiques :
 - o *Équipe à renforcer - difficultés de recrutement - compétences linguistiques insuffisantes*
 - o *Contrainte linguistique: il faut être parfaitement bilingue français/allemand, même si c'est un plaisir de pratiquer une langue étrangère à ce niveau, c'est un prérequis indispensable.*
 - o *les décideurs français n'ont pas de maîtrise de la langue et des susceptibilités de l'autre.*

¹⁰ <https://www.cnfpt.fr/evoluer/lemploi-fpt/repertoire-metiers/metier/details/A8-01>

3.4 Parcours

3.4.1 Formation initiale

Le niveau de formation est élevé, avec une majorité de formation Bac+5 (essentiellement Master)

Niveau d'études	Nombre
Bac +3	19
Bac +5	75
Bac +8	1
Total général	95

Les sujets des formations initiales déclarées¹¹ sont orientés Europe et international pour moitié. Plusieurs formations Bac+3 concernent les Langues (LEA).

Europe	13
International	32
Langues	13
CT Aménagement territoire	21
Autres	16
Non précisé	10

A la question « 24) Cette formation est-elle exigée lors du recrutement ? », les réponses sont majoritairement négatives ce qui questionne au regard d'une spécialisation internationale et/ou langues assez marquée dans le tableau précédent.

Formation exigée ?	Nombre
Non	75
Oui	20
Total général	95

3.4.2 Formations complémentaires

A la question « 25) Le choix de l'international a-t-il nécessité une formation complémentaire ? Oui / non. Si oui, laquelle? », les agents répondent majoritairement « Non » :

Réponses	Nombre
Formation en continu	4
Non	70
Oui	16
(vide)	5
Total général	95

Pour expliquer l'absence de formation complémentaire les arguments sont variés :

- *car je maîtrisais déjà la langue allemande et l'interculturalité*
- *Option "international" du master parmi plusieurs choix*
- *acquise en Master 2 Pro*
- *(connaissances préalables)*
- *excepté quelques formations internes sur le cadre juridique des fonds européens*
- *parce que j'ai une expérience antérieure dans le domaine de la solidarité internationale*

Ces arguments font fi toutefois de la spécificité du fonctionnement administratif et politique des collectivités locales, et de la nécessaire connaissance des adaptations de l'international à ces acteurs particuliers.

C'est d'ailleurs d'un des sujets présentés (avec la formation linguistique) par ceux et celles qui ont suivi une formation complémentaire.

- *parcours "coopération décentralisée" CNFPT + participation à des séminaires*

¹¹ Certaines formations peuvent avoir 2 thématiques

- J'ai choisi de suivre un cours sur la coopération décentralisée mais ce n'était pas une obligation. En revanche, une formation sur la gestion d'une régie d'avances s'est avérée nécessaire après la prise de poste.
- Formation sur le protocole
- sur la mobilisation de sa collectivité
- certificat CNFPT RESPONSABLE RELATIONS INTERNATIONALES
- Géopolitique et géoéconomique.
- sur l'environnement de la coopération internationale (historique, recherche de financements, montage de projet...)
- Formation statutaire, CNFPT notamment
- des formations CNFPT
- en anglais - Cadre juridique et gestion de projet d'aide au développement
- En anglais

A la question « 27) Avez-vous suivi ces deux dernières années une formation ? », plus d'une personne sur 3 répond par la négative.

Réponses	Nombre
Non	39
Oui	56
Total général	95

Les principales raisons invoquées sont les suivantes :

- Le manque de temps (15 mentions)
- L'absence d'une offre pertinente (16 mentions)

Parmi les formations suivies :

- Une grosse moitié concerne les formations CNFPT proposées sur le cadre juridique de l'AICT, la mobilisation de sa collectivité ou les fonds européens
- 3 personnes parlent de formation en langue.
- 21 personnes évoquent d'autres sujets que l'international : management, animation, gestion publique (marchés publics, innovation publique, protocole, gestion de logiciel, régisseur, ...)

3.4.3 Langues parlées

La pratique d'une langue est une normalité pour les services relations internationales. Ainsi, près des ¾ des répondants pratiquent au moins deux langues étrangères.

Nb de langues parlées	Réponse
0	2
1	25
2	41
3	17
4	7
5	3
Total général	95

Anglais	Espagnol	Allemand	Italien	Portugais	Arabe	Autre
91	49	19	14	7	5	14

L'anglais est bien évidemment la principale langue parlée par la quasi-totalité des agents.

On remarquera en revanche la faiblesse de la pratique de l'arabe malgré les liens importants vers la Méditerranée et la pratique de cette langue dans la société française¹².

On remarquera aussi de multiples autres langues pratiquées : letton, chinois(4), russe (2), bambara, haussa, catalan, hindi, wolof, berbère marocain, japonais, serbo-croate.

¹² Rappel : « l'arabe est la deuxième langue pratiquée en France avec plus de 3 millions de locuteurs » - cf. Institut de monde arabe <https://www.imarabe.org/fr/rencontres-debats/la-langue-arabe-quelles-pratiques-en-france-aujourd-hui>

3.4.4 Expérience à l'étranger

Les vecteurs permettant la mobilité (étudiante ou autre) sont de plus en plus nombreux, ou du moins tendent à se démocratiser. Ainsi, en 2013, une proportion importante des moins de 40 ans (48.3%) avaient eu une expérience à l'étranger. Toutefois, cette proportion pouvait aussi être lue comme relativement faible pour un métier en lien avec l'international. Ainsi, l'expérience à l'étranger n'apparaît pas comme obligatoire pour intégrer ce genre de poste.

En 2023, 56% des répondants déclarent avoir eu une expérience à l'étranger :

Expérience à l'étranger	Nb
Oui	53
non	39
NSP	3
Total	95

Certaines personnes ont eu de multiples statuts (stagiaire, volontaire ou contrat local voire expatrié).

Expérience	Nombre
Contrat français expatrié	18
Contrat local	14
Fonctionnaire détachée	1
stagiaire	13
Volontariat	15

Moins de 4 personnes sur 10 ont eu une expérience professionnelle à l'international (autre que stagiaire ou volontaire).

3.4.5 Recherche d'agents ayant vécu une expérience internationale

Alors que les services RI notent souvent une difficulté à mobiliser d'autres services ou leurs élus, il est surprenant que (contrairement aux services RI des universités où la mobilité des agents est une des deux priorités) les services RI ne recherchent absolument pas d'autres agents territoriaux qui peuvent avoir eu une expérience internationale.

Ainsi, à la question « 39) Avez-vous cherché à prendre contact avec des collègues de votre collectivité qui ont vécu une expatriation ? », seuls 20% des répondants affirment avoir fait cette recherche :

Réponses	Nombre
Non	69
Oui	18
(vide)	7
Total général	95

La mobilité internationale des agents de la collectivité, en dehors des coopérations et des services RI reste aujourd'hui très peu abordée (cf. travail de l'Agence du Monde Commun et de l'INET sur l'expatriation : www.ocil-expat.org)

3.5 Perspectives

Les services sont relativement peu étoffés en termes de ressources humaines.

A la question « 41) Quel est le nombre de collaborateurs qui travaillent avec vous ? » les réponses permettent de montrer que les services internationaux sont très limités dans les collectivités (les plus gros services sont des service « Europe » dans les régions).

Nb de collègues	Nombre de réponses
0	15
1 ou 2	21
3 à 5	28
5 à 10	23
Plus de 10	8

A la question « 42) Votre service est-il amené à se développer ? Oui / non. », les agents sont assez pessimistes :

Développement ?	Réponses
Non	61
Oui	21
NSP	13
Total général	95

4 ANNEXES

4.1 Questionnaire diffusé

Enquête Métiers AICT 2023

Cette enquête, via d'une quarantaine de questions sous format QCM essentiellement, est réalisée dans le cadre d'une collaboration entre l'INET-CNFPT et l'Agence du Monde Commun pour mieux cerner les évolutions des métiers de l'AICT notamment pour préciser l'offre de formation proposée par le CNFPT

Les résultats pourront être comparés aux études réalisées par l'Agence du Monde Commun en 2013 et à l'étude menée en collaboration avec le CNFPT dans le cadre de la précédente journée d'actualité du 21 mars 2019 organisée par le CNFPT "VERS UN RENOUVEAU DES METIERS DE L'ACTION INTERNATIONALE EN COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ?"

Les résultats seront présentés en septembre 2023 et envoyés à chaque participant

- 1) Nom- Prénom *
- 2) Votre Collectivité ? *
- 3) Votre adresse mél *
- 4) Titre exact de votre poste
- 5) Titre exact de votre service
- 6) Votre poste est-il rattaché ?
[directement au Cabinet
- 7) Êtes-vous fonctionnaire ? *
[Non - contractuel en CCD
- 8) Votre poste sur l'international est-il à plein temps ?
[Oui

4.1.1 Votre poste

Quelles sont les conditions d'activités ?

- 9) Avez-vous une fiche de poste détaillée pour votre mission sur l'international ?

[Oui

- 10) Parmi les activités suivantes, quelles sont les activités dont vous assurez la mise en œuvre ?

	Activité principale	Activité ponctuelle	Pas concerné (e)
Définition et mise en œuvre de projets stratégiques de relations internationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assistance et conseil aux élus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Promotion de la politique internationale de la collectivité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Evaluation de la politique internationale de la collectivité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Veille et anticipation des évolutions en relations internationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion administrative et budgétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion des ressources humaines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Définition de l'offre du service (organisation, mission, projet)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Animation et pilotage des équipes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- 11) Avez-vous d'autres champs d'actions ? Oui / non. Si oui, lesquels ?
- 12) Quelles sont les activités qui vous posent le plus de difficultés ?
- 13) À quel type de contraintes êtes-vous confronté ?

	Oui	Oui mais ce n'est pas une contrainte	Non
Cumulez-vous un grand nombre d'heures de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Votre rythme de travail est-il irrégulier ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous des plages creuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une grande disponibilité (travail en soirée / week-end) est-elle nécessaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Effectuez-vous des déplacements fréquents à l'étranger ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres contraintes ?

14) Combien de missions internationales aurez-vous effectuées entre juillet 2022 et juin 2023 ? (nb de déplacements et nb total de jours à l'étranger)

15) Quel budget gérez-vous ?

16) Quel est le budget RI (Relations Internationales) global pour votre collectivité ?

17) Avez-vous à répondre à des appels à projets européens ? Oui / non. Exemples ?

18) Avez-vous à répondre à des appels à projets du MAEE ? Oui / non. Exemples ?

19) De quelle autonomie disposez-vous ?

20) Êtes-vous satisfait de votre poste ? Si oui, en quoi ? Si non, pourquoi ?

21) Quelles qualités faut-il détenir pour l'occupation d'un tel poste ?

22) Quelles sont les aptitudes particulières nécessaires pour l'occupation d'un tel poste ?

4.1.2 Votre formation personnelle (universitaire et continue)

23) Quels sont les deux derniers diplômes obtenus ?

24) Cette formation est-elle exigée lors du recrutement ?

[Oui

25) Le choix de l'international a-t-il nécessité une formation complémentaire ? Oui / non. Si oui, laquelle ?

26) Dans votre activité internationale, êtes-vous spécialisé(e) ? Si oui, quelle spécialisation (Europe, Extra Europe, économie, politique...)?

27) Avez-vous suivi ces deux dernières années une formation ?

[Oui

Si non, Pourquoi ?

- Pas trouvé la bonne formation / pas d'offres pertinentes
- Dates inappropriés
- Manque de temps
- Autre :

Si oui, exemple ?

28) Connaissez-vous l'offre de webinaires (formation par Internet) du CNFPT ? Oui / non.

[Oui

29) Seriez-vous intéressé par une formation sur les règles juridiques de l'action internationale des collectivités locales ?

[Oui

30) Participez-vous à un réseau professionnel ? Si Oui, lequel ?

Connaissez-vous l'ARRICOD ?

[Oui

31) Quelles sources d'informations utilisez-vous dans le domaine de la coopération décentralisée et de l'AICT ?

4.1.3 Quelques informations personnelles

32) Peut-on connaître votre âge ?

33) Quelles langues étrangères parlez-vous ?

- [] Anglais
- [] Espagnol
- [] Allemand
- [] Arabe
- [] Chinois
- [] Italien
- [] Portugais
- [] Aucune langue étrangère
- [] Autre :

34) Quelle est votre ancienneté dans votre poste actuel ?

35) Quel est votre ancien poste (quel intitulé et quelle collectivité) ?

36) Quelles ont été vos motivations pour candidater à ce poste ?

37) Avez-vous déjà exercé à l'international ? Oui / non. - Si oui, où et pour quelle durée ?

Si oui, pour quel type d'acteur ?

- [] Collectivité locale
- [] Etat
- [] Institution internationale
- [] Entreprise
- [] ONG / Association
- [] Autre :

Si oui, sous quel statut ?

- [] Volontariat
- [] Expatrié
- [] Contrat local
- [] Contrat français
- [] Activité accessoire
- [] Autre :

38) Vos expériences passées à l'international vous ont-elles aidé pour l'exercice de vos missions actuelles ? Oui / non. Exemple d'expériences et utilisation bénéfique :

39) Avez-vous cherché à prendre contact avec des collègues de votre collectivité qui ont vécu une expatriation ?

- () Oui
- () Non
- () Autre :

4.1.4 Pour terminer

40) Quelle évolution de carrière envisagez-vous ? Où souhaiteriez-vous être dans 5 ans ?

41) Quel est le nombre de collaborateurs qui travaillent avec vous ?

42) Votre service est-il amené à se développer ? Oui / non.

- () oui
- () Non
- () Autre :

Merci de vos réponses - n'oubliez pas d'envoyer votre questionnaire en cliquant ci-après sur "ENVOYER" !

Et merci de diffuser le lien vers ce questionnaire à vos collègues de service ou votre réseau.

Les résultats de cette enquête seront présentés lors d'un Webinaire et déposés en ligne sur la e-communauté AEICT. Vous en recevrez directement les résultats.

4.2 Liste des collectivités dont des agents ont participé à cette enquête

2) Votre Collectivité ?	Type CT
Agence de l'eau Adour-Garonne	Autre
Parc naturel régional des Vosges du Nord	Autre
Conseil Départemental de la Charente-Maritime	Département
Conseil départemental de l'Allier	Département
Conseil Départemental de l'Essonne	Département
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT	Département
Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine	Département
Conseil départemental du Territoire de Belfort	Département
Département de la Charente	Département
Département de la Gironde	Département
Département de La Réunion	Département
Département de la Vienne	Département
Département de l'Aude	Département
Département de l'Isère	Département
Département des hauts-de-seine	Département
Département des Yvelines	Département
Département du Gers	Département
Département Ille-et-Vilaine	Département
Amiens métropole	Interco/métropole
Brest métropole	Interco/métropole
Collectivité européenne d'Alsace	Interco/métropole
Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	Interco/métropole
Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique	Interco/métropole
Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique	Interco/métropole
Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	Interco/métropole
Communauté d'agglomération Roissy Pays de France	Interco/métropole
Communauté de communes Faucigny-Glières	Interco/métropole
Communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises	Interco/métropole
Communauté urbaine de DUNKERQUE	Interco/métropole
EPT Grand Orly Seine Bièvre	Interco/métropole
EPT Paris Terres d'Envol	Interco/métropole
EPT Plaine Commune	Interco/métropole
Eurométropole de Strasbourg	Interco/métropole
Grand Poitiers	Interco/métropole
Limoges Métropole	Interco/métropole
Métropole Rouen Normandie	Interco/métropole
Montpellier Méditerranée Métropole	Interco/métropole
Nantes (Ville et Métropole)	Interco/métropole
Saint Etienne Métropole et ville de st etienne	Interco/métropole
Sicoval	Interco/métropole
Toulouse Métropole	Interco/métropole
Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglo (m2A)	Interco/métropole
Ville et Eurométropole de Strasbourg	Interco/métropole
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Région
Région Bourgogne-Franche-Comté	Région
Région Bretagne	Région
Région Grand Est	Région
Région Nouvelle-Aquitaine	Région
Région Pays de la Loire	Région
Ville d'Angers	Ville
Ville d'Annecy	Ville

Ville d'Aubervilliers	Ville
Ville de Bouguenais	Ville
Ville de Caen	Ville
Ville de Cherbourg-en-Cotentin	Ville
Ville de Clermont-Ferrand	Ville
Ville de Colombes	Ville
Ville de Fontainebleau	Ville
Ville de Grenoble	Ville
Ville de La Rochelle	Ville
Ville de Lille	Ville
Ville de Limay	Ville
Ville de Mamoudzou	Ville
Ville de Mantes la Jolie	Ville
Ville de Marseille	Ville
Ville de Montreuil	Ville
VILLE DE ROUEN	Ville
Ville de Rueil-Malmaison	Ville
Ville de Tours	Ville
Ville de Villenave d'Ornon	Ville
Ville d'Evry-Courcouronnes	Ville
Ville d'Orléans	Ville
Ville du Lamentin Martinique	Ville

* * * * *



Agence du Monde Commun

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00030** - APE 7022Z -
10 impasse des hirondelles – les bardières – 17550 Dolus d’Oléron

TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100030

Web : www.monde-commun.org / Mél : contact@monde-commun.org / Tél. +33-6 12 72 96 71